

**SOIXANTE-TROISIÈME SESSION
DU CONSEIL DU BUREAU INTERNATIONAL D'ÉDUCATION**

Genève, 5 - 7 février 2014

ACTIVITÉS ET BUDGET DU BIE DURANT L'ANNÉE 2013

Rapport de la Directrice du Bureau international d'éducation

Mise en œuvre des activités

Période : janvier 2012 – décembre 2013



Table des matières

I. Progrès du BIE dans ses principaux domaines d'action

Tableau 1 : Vue d'ensemble des réalisations du BIE dans le cadre de la Stratégie 2008-2013 et du document 36 C/5

1. Services aux États membres dans le domaine du curriculum : Développement des capacités et assistance technique
 - 1.1.1 Diplôme en conception et développement du curriculum
 - 1.1.2 Développement des capacités et assistance technique
 - 1.1.3 Priorités globales – Afrique et égalité des genres
 - 1.1.4 Défis des services aux États membres dans le domaine du curriculum

Tableau 2 : Vue d'ensemble du développement des capacités et de l'assistance technique pour 2012-2013

Tableau 3 : Contributions 2012-2013 aux priorités globales – Afrique

Tableau 4 : Contributions 2012-2013 aux priorités globales – égalité des genres

2. Production et gestion des connaissances
 - 2.1 Bases de données et alertes
 - 2.2 Glossaire de terminologie curriculaire
 - 2.3 Site Web
 - 2.4 Collection de manuels scolaires
 - 2.5 Enquête mondiale sur le temps d'instruction
 - 2.6 Défis de la production et de la gestion des connaissances
- Réalisations en chiffres (Production et gestion des connaissances)*

3. Dialogue politique
 - 3.1 Communautés de pratique (COP)
 - 3.2 Recherche et publications
 - 3.3 Échanges nationaux, régionaux et interrégionaux
 - 3.4 Contributions au dialogue politique et résultats
 - 3.5 Défis du dialogue politique

Tableau 5 : Contributions spécialisées du BIE et apports au dialogue politique

- II. Gestion institutionnelle
 1. Ressources financières
 2. Ressources humaines

III. Données budgétaires

États financiers

État I

État II

Calendrier V

I. Progrès réalisés par le BIE dans ses principaux domaines d'action

Introduction

L'objet du présent rapport est de présenter les progrès réalisés par le BIE dans la mise en œuvre de ses programmes et activités pour la période 2012-2013. Ces derniers ont été conçus et mis en œuvre dans le contexte des objectifs stratégiques et des résultats escomptés de la **Stratégie du BIE 2008-2013** et du **Document 36 C/5**.

Les activités menées cette année ont également été fortement influencées par la **Stratégie visant à faire du BIE un centre d'excellence en matière de curricula**.

À cette fin, sur la base de l'examen programmatique (2011) et de la révision organisationnelle et des effectifs (2012), la **gestion et l'organisation internes ont été restructurées**. Ce qui nous a permis d'améliorer l'efficacité de nos effectifs et de nos méthodes de travail.

Nous avons aussi amélioré considérablement les stratégies de **communication et de distribution du BIE**, avec la production d'une **brochure**, d'un document intitulé **Stratégie et Programme de travail 2012-2017** et d'un **dépliant** dans les six langues de l'UNESCO. Ces instruments, ainsi que nos nouvelles identité visuelle et stratégie de communication renforcent les efforts de **mobilisation des ressources** actuellement déployés pour faire du BIE un centre d'excellence.

La présentation des activités 2012-2013 est organisée conformément aux trois principaux domaines d'action du BIE relevant de la *Stratégie 2008-2013 du BIE* : I) Services aux États membres dans le domaine du curriculum II) Production et gestion des connaissances, et III) Dialogue politique

Le compte-rendu des activités pour le nouvel exercice biennal se fera à la lumière du document *Stratégie et programme de travail du BIE pour 2012-2017*. Nos activités sont donc alignées sur cette nouvelle stratégie et l'objectif général est le suivant : **améliorer la qualité de l'apprentissage des élèves en encourageant et en soutenant l'excellence dans les processus et produits curriculaires**.

Mission du BIE

En tant que Centre d'excellence, le BIE a pour mission d'appuyer les efforts des États membres de l'UNESCO pour améliorer le plus efficacement possible la qualité de l'apprentissage des élèves. Cet appui se fait principalement au moyen d'initiatives et d'activités dans les trois domaines d'actions suivants :

- Développement des capacités institutionnelles et individuelles, ainsi que l'assistance technique et le conseil ;
- accès aux ressources, aux connaissances et à l'information liées au curriculum; et
- engagement des parties prenantes à un dialogue politique fondé sur des données probantes relevant des bonnes pratiques en matière de curriculum.

Principaux domaines d'action du BIE pour l'exercice biennal 2012-2013 (36 C/5)

Domaine d'action 1 – Résultat escompté 1 : renforcement des capacités nationales en matière de formulation et de planification de politiques en mettant l'accent sur les questions relatives à la qualité et à l'égalité des genres, et en mettant à profit les technologies de l'information et de la communication;

Domaine d'action 1 – Résultat escompté 3 : renforcement des capacités nationales d'élaboration et de mise en œuvre de politiques relatives aux enseignants, l'accent étant plus particulièrement mis sur la qualité et les questions d'égalité des genres;

Domaine d'action 2 – Résultat escompté 5 : amélioration des politiques, programmes et pratiques des États membres en matière d'éducation de base, y compris pour ce qui est de l'éducation et de la protection de la petite enfance, en vue de renforcer la qualité, l'équité, l'inclusion et l'égalité des genres;

Domaine d'action 3 – Résultat escompté 7 : renforcement, dans les États membres, des capacités d'intégration d'une vision d'ensemble de l'éducation en vue du développement durable, y compris de l'éducation aux changements climatiques, à la préparation aux catastrophes et à la réduction des risques, dans les politiques éducatives et les plans et programmes de développement;

Domaine d'action 3 – Résultat escompté 8 : mise en place par les États membres d'un enseignement complet et de bonne qualité sur le VIH et la sexualité en vue de promouvoir des modes de vie sains, l'égalité des genres et les droits de l'homme;

Domaine d'action 4 – Résultat escompté 12 : information des acteurs de l'éducation au moyen de travaux de recherche et d'études prospectives sur les évolutions et défis qui se dessinent dans l'éducation.

Tableau 1 : Vue d'ensemble des réalisations du BIE dans le cadre de la Stratégie 2008-2013 et du document 36 C/5

Objectifs stratégiques Stratégie du BIE 2008–2013	Domaines d'action* (36 C/5)	Indicateur de performance	Points de référence à la fin de l'exercice biennal 2012- 2013	Résultats archivés
1. Développement des capacités et assistance technique Développement des capacités de spécialistes, praticiens et décideurs à concevoir, gérer et mettre en œuvre des processus d'élaboration des curricula de qualité et des curricula pour l'inclusion: 1. Consolider un réseau mondial 2. Soutenir les pays dans le changement curriculaire 3. Développer, tester et promouvoir des matériels et outils de formation 4. Elargir et diversifier les modalités de formation 5. Fournir un appui et des conseils professionnels	Domaine 1 – Résultat escompté 1	Nombre de personnel formé dans le changement et la gestion du curriculum de qualité	400	800
	Domaine 3 – Résultat escompté 8	Nombre de pays participant aux activités de développement des capacités	30	57
	Domaine 1 – Résultat escompté 3	Nombre d'enseignants formés au moyen d'outils et d'orientations d'apprentissage pour appuyer la réforme curriculaire et sa mise en œuvre	100	107
	Domaine 2 – Résultat escompté 5	Nombre de spécialistes formés au moyen de cours reconnus ("Diplôme") en développement curriculaire	60	276
		Pourcentage de diplômés ayant déclaré avoir amélioré leur pratique sur le lieu de travail	75%	92%
	Domaine 3 – Résultat escompté 7	Nombre d'outils et de modules de formation pour l'innovation et la réforme curriculaire élaborés/révisés et diffusés	5	20
2. Production et gestion des connaissances Consolidation, enrichissement et élargissement d'une base de connaissances et d'un éventail de ressources et d'informations spécialisées sur les curricula et les processus de développement curriculaire: 6. construire une base solide de connaissances 7. renforcer les services de centre 8. documentaire de référence et d'information 9. créer une plateforme en ligne pour faciliter la mise en commun des connaissances 10. rationaliser les services et faciliter l'accès aux matériels et aux ressources	Domaine 3 – Résultat escompté 8	Nombre de nouveaux documents et ressources évalués et inclus dans le centre documentaire de référence de l'UNESCO dans le domaine de l'éducation VIH et sida	200	200
	Domaine 4 – Résultat escompté 12	Mise à jour des profils de pays de la base Données mondiales de l'éducation	60	163
		Nombre d'études et de publications diffusées sur l'éducation comparée et le curriculum	12	14
		La revue <i>Perspectives</i> largement diffusée et utilisée	200 consortia, 5000 institutions universitaires et gouvernementales dans 60 pays	274 consortia réunissant 7'315 institutions
3. Dialogue politique et CIE Facilitation du dialogue politique aux niveaux local, régional et mondial pour de meilleurs processus de définition des curricula et produits curriculaire: 10. contribuer à mettre en place des mécanismes appropriés pour diffuser les conclusions de la Conférence de 2008 et prendre des mesures de suivi durables ciblant les politiques et questions liées à l'éducation pour l'inclusion 11. contribuer à mettre en place des mécanismes appropriés pour diffuser les conclusions de la Conférence de 2008 et prendre des mesures de suivi durables ciblant les politiques et questions liées à l'éducation pour l'inclusion	Domaine 4 – Résultat escompté 12	Nombre d'échanges régionaux et inter-régionaux sur des questions et politiques curriculaire par l'intermédiaire de la Communauté de pratique du BIE et d'autres réseaux	5	9

1. Services aux États membres dans le domaine du curriculum

— Développement des capacités et assistance technique

Le programme de services aux États membres dans le domaine du curriculum - développement des capacités et assistance technique - a pour principaux objectifs de : a) développer les capacités nationales, dont celles des formateurs d'enseignants, des décideurs et des spécialistes du curriculum dans le domaine de la conception et du développement curriculaires, en mettant en place des cours de formation à long terme à l'échelon régional tels que le Diplôme en conception et développement du curriculum ; b) renforcer les capacités locales en matière d'innovation et de réformes curriculaires, en proposant des outils et des ateliers d'apprentissage personnalisés (éducation pour l'inclusion, compétences pour la vie et le travail, et apprentissage à vivre ensemble, éducation pour le développement durable, aptitudes et capacités de base) et c) cibler l'assistance technique au niveau national pour concevoir et gérer les réformes curriculaires et leur mise en œuvre.

Le BIE s'est employé à fournir des *services intégrés à long terme*, associant le dialogue politique, l'appui technique et le développement des capacités dans une perspective durable, en particulier à des pays sortant d'un conflit, d'une catastrophe ou à des pays en développement. Le plus souvent, les ateliers de développement des capacités et l'assistance technique ont été entièrement financés par les gouvernements des pays, d'autres organisations internationales, des fondations privées et/ou les bureaux hors Siège de l'UNESCO. La mise en œuvre a été effectuée avec les organisations partenaires par les moyens suivants :

- (1.1) Diplôme en conception et développement du curriculum;
- (1.2) Développement des capacités et assistance technique;
- et (1.3) Contributions aux priorités globales - Afrique et égalité des genres.

1.1 Diplôme en conception et développement du curriculum

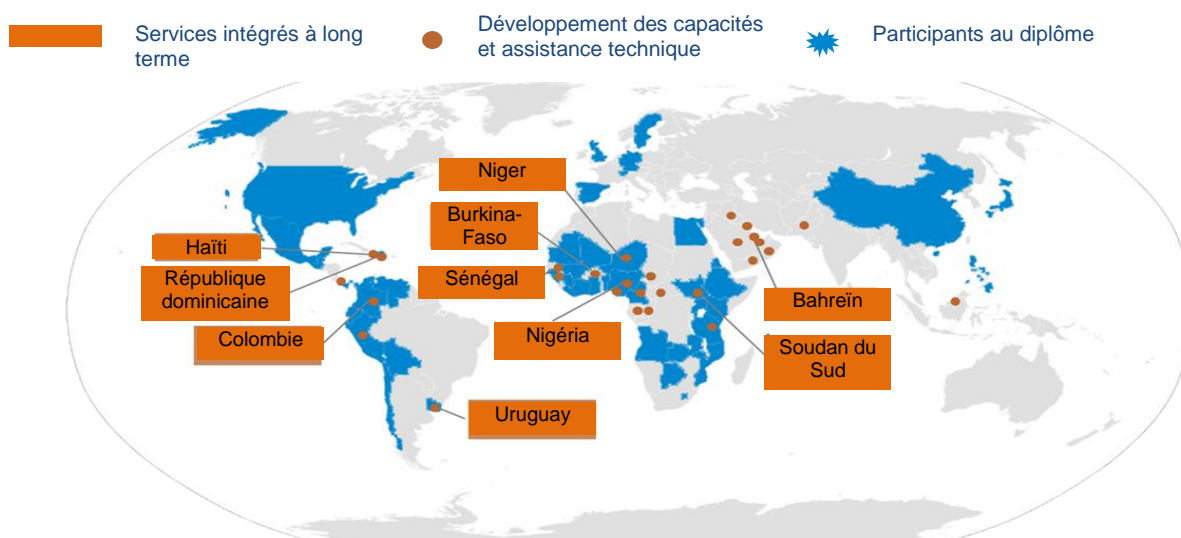
Stratégie 1, 2, 3, 4, 5, Domaines d'action 1-1, 1-3, 2-5

Depuis 2010, le BIE met en œuvre le Diplôme agréé en conception et développement du curriculum, en collaboration avec ses partenaires en Amérique latine et les Caraïbes (LAC), comme l'Université catholique d'Uruguay (UCU) et le Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes (UNESCO/OREALC), et avec le Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique (BRED), la Section du développement des enseignants et des politiques éducatives du secteur de l'éducation de l'UNESCO (ED/THE/TEP), l'Institut international de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique (IICBA), l'Institut tanzanien d'éducation (TIE) et l'Université ouverte de Tanzanie.

Au moyen d'une session intensive en face-à-face (deux semaines) et d'une session approfondie en ligne à distance (30 semaines), les participants acquièrent les connaissances et les compétences qui leur permettront de cerner et de relever efficacement les défis qui se posent dans le cadre des réformes curriculaires de leur pays.

La quatrième édition du Diplôme en Amérique latine et les Caraïbes a commencé en août 2013 et se trouve actuellement au stade de la session en ligne. Cette année, deux nouvelles spécialisations ont été proposées : (a) enseignement obligatoire (de la maternelle à l'enseignement secondaire) et (b) enseignement supérieur et formation des enseignants. Le programme peut aussi être suivi dans deux groupes de langues différents – groupe hispanophone et groupe francophone.

Graphique 1: Répartition géographique des activités du BIE en 2013



La troisième édition du Diplôme en Afrique a démarré en décembre 2013 et peut être suivie en deux groupes de langues différents : groupe anglophone et groupe francophone.

Les principaux matériels de formation du Diplôme sont les suivants : l'ensemble de ressources liées au Curriculum (CRP), comprenant un cadre conceptuel, des activités de formation et des études de cas, a été traduit, perfectionné, publié et diffusé sous la Version 2013 en anglais, en français et en espagnol. Le cadre conceptuel et les activités de formation ont aussi été traduits en arabe. Le support matériel dans le cadre du Diplôme (lecteurs et présentations pour la formation) a été régulièrement actualisé (en anglais, en français et en espagnol).

Des discussions sont en cours pour étudier les possibilités d'étendre le Diplôme

- dans la région arabe (par le BIE, l'UNESCO ED/THE et les institutions d'accueil potentielles de la région) et
- en Asie (par le BIE, l'UNESCO ED/THE et les institutions d'accueil potentielles en Chine).

À l'occasion des réunions tenues, pendant la mission du BIE à Oman, avec le Ministre de l'éducation, la Direction générale du Curriculum, le Vice-Chancelier de l'Université Sultan Qaboos, des Vice-Ministres et des hauts fonctionnaires de l'éducation, le BIE a étudié les possibilités de collaborer et de lever des fonds pour mettre en œuvre le Diplôme.

Depuis 2010, 309 professionnels au total (40% de femmes) de 56 pays (33 en Afrique, 12 en Amérique latine et aux Caraïbes et 11 d'autres régions) ont participé à la formation dispensée dans le cadre du Diplôme.

L'évaluation globale de suivi du Diplôme a confirmé l'impact positif à long terme de la formation (l'évaluation 2012 est disponible sur le site Internet du BIE). Après les sessions en face-à-face du Diplôme en 2013, 100% des participants en

Amérique latine et les Caraïbes et 95% des participants en Afrique ont estimé que leurs compétences dans le domaine de la conception et du développement du curriculum ont été renforcées. Une enquête sur les sessions en ligne est actuellement en cours.

1.2 Développement des capacités et assistance technique

Stratégie 1, 2, 3, 4, 5, Domaines d'action 1-1, 1-3, 2-5, 3-7, 3-9

Le BIE a fourni un appui aux changements et aux processus de réformes curriculaires à long terme en collaboration avec les équipes nationales : dans les États arabes du Golfe, en Colombie, en Irak et au Soudan du Sud en collaboration avec d'autres partenaires, notamment avec l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNWRA) pour mettre en œuvre le cadre pour un curriculum de qualité de l'UNWRA, ainsi que le Ministère de l'éducation et des fondations privées en Colombie etc. (**Tableaux 2, 3, 4 et Graphique 4**)

Ces activités contribuent aux processus suivants : définition et révision des cadres politiques nationaux concernant des thèmes particuliers comme l'éducation pour l'inclusion (Colombie, États arabes du Golfe), l'élaboration de cadres curriculaires nationaux (Irak, Soudan du Sud), et la production de lignes directrices ciblant les écoles et les enseignants pour appuyer la mise en œuvre d'un curriculum inclusif à l'école (États arabes du Golfe).

En partenariat avec d'autres organismes des Nations Unies, le BIE appuie également l'élaboration du Programme national uruguayen 2012-2014, avec pour objectif d'établir les bases d'accord(s) à long terme pour l'éducation et le curriculum entre différentes parties prenantes, dont le Ministère de l'éducation et de la culture.

Graphique 2 : Nombre de participants par promotion



Exemple de réalisations accomplies par les diplômés

- Conduite des processus de réforme curriculaire au Sénégal
- Direction d'un processus pour intégrer l'éducation pour l'inclusion dans le curriculum en Colombie
- Gestion de la réforme curriculaire dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire en République dominicaine
- Intégration de la langue Kiswahili dans le curriculum des écoles primaires ougandaises

Des ateliers de renforcement des capacités complètent les efforts d'assistance technique et offrent un appui et une formation spécifiques aux parties prenantes chargées de la réforme curriculaire dans l'enseignement de base, l'enseignement secondaire et la formation des enseignants (par exemple, à Bahreïn, au Pakistan, en République dominicaine, au Nicaragua, au Nigéria et dans les pays de la CEMAC : Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Congo, Gabon et Guinée) par le biais d'ateliers qui ont rassemblé plus de 400 participants.

L'accent est mis en particulier sur l'intégration, dans les curricula nationaux, du développement des compétences et des aptitudes, ainsi que sur la préparation à la vie et au travail fondée sur les valeurs, les principes et les pratiques de l'apprentissage à vivre ensemble, les droits de l'homme, l'éducation à la citoyenneté et l'éducation au développement durable.

La priorité est également donnée aux pays en situation de post-conflit et de post-catastrophe (par exemple, Haïti, Soudan du Sud). Le BIE continue aussi à répondre aux demandes spéciales de certains États membres. **(Tableau 2)**

Services intégrés

Le renforcement des capacités et l'assistance technique en 2012-2013 ont été liés à des initiatives à plus long terme, ce qui a renforcé l'appui du BIE aux États membres. Le BIE a continué de relier plus étroitement ses programmes de renforcement des capacités, d'assistance technique et de dialogue politique, ce qui lui a permis de fournir des services plus intégrés, de mieux cerner les besoins des pays et d'y répondre, et de s'aligner stratégiquement en tant que Centre d'excellence sur les processus de changement curriculaire **(Tableau 2 et Graphique 1)**; Haïti, République dominicaine, Colombie).

1.3 Priorités globales - Afrique et égalité des genres

Stratégie 1, 2, 3, 4, 5, 7 Domaines d'action 1-1, 3-8

Le BIE contribue aux priorités globales de l'UNESCO - Afrique et égalité des genres - dans tous ses domaines d'action.

Au cours de son exercice biennal, le BIE a mis au point et adapté les activités et le matériel de formation du Diplôme aux besoins des pays africains francophones.

Le BIE a aussi fourni un renforcement des capacités et une assistance technique à des pays africains dans le domaine des processus nationaux de réforme curriculaire (Soudan du Sud, Ouganda).

Plus récemment, le BIE a été sélectionné pour conduire un projet à long terme financé par le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) sur le thème « Résultats d'apprentissage dans les premières années de scolarité: intégration de l'enseignement, matériels d'apprentissage et évaluation » dans quatre pays d'Afrique: Burkina Faso, Niger, Sénégal et Soudan du Sud. L'accord initial avec ces pays et la constitution des équipes de pays ont été réalisés en 2013. **(Tableau 3)**

En ce qui concerne l'égalité des genres, le BIE fournit aux principaux acteurs une base complète de connaissances et un service d'échange d'informations sur les politiques, programmes, curricula, matériel pédagogique et mobilisation dans les domaines de l'éducation au VIH et SIDA et de l'éducation sexuelle.

En 2012-2013, le BIE a analysé et ajouté quelque 200 documents au Centre documentaire de référence de l'UNESCO dans le domaine de l'éducation au VIH et SIDA (Clearinghouse).

L'assistance technique concernant le VIH et le SIDA fournie aux ministères de l'éducation ont consisté à contribuer au Centre documentaire de référence, à l'évaluation des contenus du matériel d'apprentissage et pédagogique, au renforcement des capacités et à la production de matériel pour les enseignants et la formation des enseignants, en particulier pour les pays de la CEMAC.

Le BIE a mis au point et diffusé l'outil SERAT (Outil de révision et d'évaluation de l'éducation sexuelle) qui constituent des ressources efficaces pour analyser le contenu de l'éducation sexuelle et de l'éducation au VIH et SIDA, ainsi qu'un manuel pour les enseignants et la formation des enseignants, et a contribué au renforcement des capacités en coordination avec les Bureaux hors Siège de l'UNESCO. **(Tableau 4)**

1.4 Défis des services fournis aux États membres dans le domaine du curriculum

- Améliorer la planification stratégique et la gestion efficace des initiatives liées au Diplôme dans différentes régions
- Assurer la continuité et la qualité des projets d'assistance technique, lesquels requièrent des fonds suffisants, des effectifs stables, la régularité des versements des donateurs et la traduction de différents documents
- Évaluer la faisabilité d'un modèle de croissance en vue d'étendre la mise en œuvre du Diplôme à d'autres régions. Ce qui nécessite d'autres sources de financement pour renforcer les capacités professionnelles qui permettront de répondre aux demandes de nouvelles régions.

Tableau 2: 2012-2013 Vue d'ensemble du développement des capacités et de l'assistance technique *

*Projets dans la région Afrique mentionnée à la section 1.3 Priorités globales – Afrique et égalité entre les genres

Région	Projet	Description et raison d'être	Résultats
États arabes	Éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme à Bahreïn	Collaboration à long terme avec le Ministère de l'éducation pour renforcer les capacités visant à l'intégration de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme dans le curriculum national et le développement professionnel des enseignants	<ul style="list-style-type: none"> Organisation d'un atelier de développement des capacités pour les spécialistes, décideurs, formateurs d'enseignants et autres parties prenantes de l'éducation à Bahreïn
	Cadre pour la qualité du curriculum UNRWA	Appui à la mise en œuvre du Cadre dans les écoles de l'UNRWA en Jordanie, au Liban, en Syrie et dans le Territoire palestinien occupé	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités des spécialistes certifiés de l'éducation/du curriculum dans l'unité centrale d'Amman et les bureaux extérieurs de l'UNRWA à mener des activités de diffusion Analyse de l'expérience de l'UNRWA dans le domaine de l'éducation en situation d'urgence à des fins de publication
	Nouvelles initiatives curriculaires en Irak	Elaboration d'un nouveau cadre curriculaire national, fondé sur des valeurs universelles comme les droits de l'homme et l'égalité des genres, la paix et l'apprentissage à vivre ensemble. Révision des programmes en mathématiques et en sciences	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un nouveau cadre curriculaire et application des directives 2012 du BIE relatives à la mise au point des programmes pour former des équipes nationales en 2013
Amérique latine et Caraïbes	Révision des curricula de base et secondaire en République dominicaine	Appui à long terme à la mise en place de services intégrés pour la révision des curricula dans l'enseignement de base et secondaire et les pratiques scolaires, en partenariat avec le Ministère de l'éducation et la Fondation EDUCA	<ul style="list-style-type: none"> Assistance technique pour la révision et l'adaptation des curricula dans l'enseignement de base et secondaire Facilitation d'un atelier de formation pour les éducateurs sur la gestion du curriculum et les pratiques à l'école
	Cadre politique pour l'éducation pour l'inclusion en Colombie	Appui à long terme à la mise en place de services intégrés pour mettre en œuvre le cadre politique de l'éducation pour l'inclusion aux niveaux national et régional	<ul style="list-style-type: none"> Finalisation du cadre politique pour l'éducation pour l'inclusion Appui technique à la planification et la préparation relatives à la mise en œuvre, à la révision et aux conseils concernant ce cadre. Organisation d'ateliers pour le développement des capacités au niveau provincial
	Elaboration d'un Programme d'éducation en Uruguay (2012-14)	Appui à long terme à la mise en place de services intégrés pour la mise en œuvre d'une réforme intégrale de l'éducation et du curriculum en collaboration avec l'initiative des Nations Unies « Unis dans l'action » et du Ministère de l'éducation et de la culture	<ul style="list-style-type: none"> Appui et engagement à l'élaboration et à l'amélioration des propositions éducatives et curriculaires et des estimations budgétaires principalement pour l'éducation de base et secondaire 2012-14 Participation du personnel au Diplôme Planification d'une future collaboration pour la planification 2015-19
	Améliorer la qualité de l'enseignement à Haïti au moyen d'une réforme curriculaire	Appui à long terme à la mise en place de services intégrés pour la réforme curriculaire par le développement des capacités et l'appui technique	<ul style="list-style-type: none"> Planification de la mise en œuvre de la première phase de la réforme et appui technique en cours Formation de 10 fonctionnaires ministériels dans le cadre du Diplôme 2013 Proposition de projet dans ses grandes lignes pour des interventions à long terme

Asie et Pacifique	Élaboration de manuels scolaires et de curriculum au Pakistan	Renforcement des capacités des concepteurs de manuels scolaires et de curriculum au niveau régional, en partenariat avec le Bureau de l'UNESCO à Islamabad	<ul style="list-style-type: none"> Conseils techniques sur les critères et les outils d'évaluation des manuels scolaires Mise en œuvre d'activités de formation pour les réviseurs et les concepteurs de manuels scolaires
	Analyse de la politique d'éducation en Malaisie	Le Siège de l'UNESCO a fait appel à l'expertise du BIE pour examiner la politique dans le domaine du développement curriculaire (en particulier en sciences et en mathématiques)	<ul style="list-style-type: none"> Mise au point, finalisation et diffusion de l'examen de la politique d'éducation en Malaisie

Tableau 3: 2012-2013 Contributions aux priorités globales – Afrique

Projet	Description et raison d'être	Résultats
Diplôme en conception et développement du curriculum en Tanzanie	Participation des principales parties prenantes à la conception et au développement du curriculum à différents niveaux dans des pays africains	<ul style="list-style-type: none"> Cours et CRP dispensés en français dans le cadre du Diplôme 47 participants (2012) 75 participants (2013)
Innovation curriculaire et renforcement des capacités des enseignants au Nigéria	Renforcement des capacités en partenariat avec le Ministère de l'éducation, <i>National Commission for Colleges of Education, Nigerian Educational Research and Development Council, National Teachers Institute, Universal Basic Education Commission</i>	<ul style="list-style-type: none"> Fourniture conjointe d'une assistance technique pour l'atelier de développement des capacités par le biais de conseils techniques, de matériel, de facilitation, d'une évaluation des besoins, etc.
Nouveau curriculum au Soudan du Sud	Renforcement des capacités des décideurs aux niveaux central et des états pour le développement et la mise en œuvre collectivement d'un plan d'action visant à une réforme intégrale du curriculum	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités des décideurs et des spécialistes aux niveaux central et des états en mettant l'accent sur la réforme curriculaire dans les situations de post-conflit et présentation d'une note conceptuelle au <i>Department for International Development</i> (DIFD) pour appuyer le curriculum dans l'enseignement secondaire au Soudan du Sud
'Résultats d'apprentissage dans les premières années de scolarité : intégration de l'enseignement, matériel d'apprentissage et évaluation' au Burkina Faso, au Niger, au Sénégal et au Soudan du Sud	Fournir des informations et des données fondées sur des faits probants, des recommandations politiques, des outils pratiques pour le renforcement des capacités pour améliorer les compétences en lecture et en écriture au cours des trois premières années de scolarité	<ul style="list-style-type: none"> Allocation de fonds du GPE Formation d'équipes nationales pour les projets et consultation Processus d'évaluation des besoins en cours Formation d'équipes nationales pour le Diplôme 2014 en Afrique
Atelier régional sur l'éducation à la paix, à la citoyenneté et au développement durable (Angola, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, République démocratique du Congo, Guinée équatoriale, Gabon, République du Congo, Sao Tomé-et-Principe)	Organisation et direction du développement des capacités conjointement avec le Bureau régional de Yaoundé pour l'intégration de l'éducation à la paix, à la citoyenneté et au développement durable dans les programmes scolaires des pays de la CEMAC	<ul style="list-style-type: none"> Atelier organisé conjointement pour le développement des capacités des spécialistes du curriculum du Ministère de l'éducation, définition des priorités communes et mise au point du document de projet qui sera présenté en vue d'un financement

Tableau 4: 2012-2013 Contributions aux priorités globales – égalité des genres

Projet	Résultats
Évaluation du contenu du matériel d'apprentissage et d'enseignement sur l'éducation VIH et sida pour les enseignants du primaire et du secondaire des pays de la CEMAC	<ul style="list-style-type: none"> ○ Publications de six rapports nationaux d'évaluation (un rapport par pays) ○ Evaluation de 44 matériels pédagogiques, 6 tutoriels et 150 programmes radiophoniques ○ Révision et finalisation de l'outil SERAT (Outil de révision et d'évaluation de l'éducation sexuelle), en tant que ressource efficace pour analyser le contenu de l'éducation à la santé, au genre et au VIH et sida ○ Organisation de trois ateliers sur des programmes d'éducation sexuelle et élaboration d'outils pratiques pour l'enseignement des compétences à la vie dans l'éducation au VIH et SIDA par une méthode d'apprentissage actif
Contributions au Centre documentaire de référence éducation VIH et SIDA de l'UNESCO	<ul style="list-style-type: none"> ○ Ajout de 200 documents à la base de données en tant que contribution au Centre documentaire de référence de l'UNESCO pour l'éducation au VIH et SIDA
Support technique en ligne	<ul style="list-style-type: none"> ○ 40 réponses à des demandes et besoins spécifiques d'assistance personnalisée concernant des questions curriculaires liées au VIH et sida
Guide de l'UNESCO pour l'intégration de la dimension de genre dans les institutions de formation des enseignants	<ul style="list-style-type: none"> ○ Début d'un processus d'élaboration d'un guide pour l'intégration de la dimension de genre dans les institutions de formation des enseignants sur la base des connaissances et de l'expérience d'experts et d'études de cas ○ Production de connaissances pour le développement des capacités par des interactions et l'examen par les pairs

2. Production et gestion des connaissances

Stratégie 6, 7, 8, 9, Domaine d'action 4-12

L'objectif du programme de production et de gestion des connaissances est d'élaborer une base solide de connaissances afin d'éclairer la formulation de politiques et d'appuyer les décisions et les bonnes pratiques dans le domaine du développement et de la réforme curriculaires, en offrant l'accès à des connaissances, à des expériences et à l'expertise en matière de curriculum. Les activités de ce programme enrichissent le portail de l'UNESCO et contribuent à fournir des informations à jour et pertinentes aux États membres sur des questions curriculaires.

2.1 Bases de données et alertes

La septième édition de la base Données mondiales de l'éducation comprend désormais 163 profils de pays actualisés.

Plus de 190 Dossiers par pays ont aussi été actualisés et sont disponibles sur le site Web du BIE.

La collection internationale de ressources curriculaires a été mise à disposition en juillet 2013, et permet à la communauté éducative mondiale d'accéder à environ 1'150 documents complets par le biais d'une nouvelle interface de recherche en trois langues. La collection permet de consulter les curricula aux niveaux préscolaire, primaire et secondaire, dont plus de 130 cadres curriculaires de plus de 90 pays à travers le monde.

En 2012-2013, un total de 45 alertes, sept condensés, et quatre alertes thématiques (dans les domaines de l'éducation et la protection de la petite enfance, le genre et le curriculum, les conflits et le curriculum et la formation des enseignants) ont été produits et diffusés.

Durant la même période, plus de 730 nouveaux documents ont été ajoutés à la bibliothèque électronique du BIE (IBEDOCs), 2'600 autres ont été révisés, y compris la préparation de documents pour la nouvelle collection numérique de curricula. Le centre de documentation a également répondu à plus de 650 demandes en 2012-2013.

2.2 Glossaire de terminologie curriculaire

La première version anglaise du glossaire de terminologie curriculaire a été finalisée en tenant compte des révisions, des suggestions et des commentaires des experts, des spécialistes et des organisations. Ce glossaire a été mis en ligne au début du mois de septembre. Les collègues des institutions suivantes ont participé à la préparation du glossaire :

UNESCO (Siège, UIL, Bureau de Beyrouth, Bureau de Bangkok et ses réseaux) ; plusieurs organismes/départements chargés du curriculum (Australie, Japon, Kenya, Malaisie, Namibie, Pays-Bas, République de Corée, Singapour et République-Unie de Tanzanie) ; universités (Édimbourg, *Hong Kong Institute of Education*, Newcastle, Antilles et Chaire de l'UNESCO de développement curriculaire à l'Université du Québec) ; et d'autres organisations (*European Schoolnet* et le Centre européen pour le développement de la formation professionnelle–CEDEFOP).

Le glossaire comprend 266 entrées et une bibliographie de référence importante. Étant donné les liens étroits entre les concepts et la pratique, ce glossaire peut contribuer à une réflexion productive au sein des systèmes éducatifs nationaux, ainsi que dans des contextes régionaux et internationaux, sur le rôle de la terminologie curriculaire dans la promotion des améliorations significatives.

2.3 Site Web

Le site Web du BIE est régulièrement amélioré et entre janvier et octobre 2013, 49 nouveaux articles ont été publiés en trois langues en 2012-2013. Une plate-forme et un forum d'échanges en ligne destinés aux diplômés du Cours en conception et développement du curriculum ont été créés et sont opérationnels depuis mars 2013.

Depuis le début du mois d'octobre, le site Web du BIE est peu à peu intégré dans la structure principale de celui de l'UNESCO. La nouvelle configuration du site Web devrait être mise en ligne d'ici à la fin de l'année, et en 2014, le site Web du BIE sera progressivement réorganisé pour y faire figurer la stratégie du centre d'excellence actuellement mise en œuvre.

Pour l'exercice biennal 2012-2013 le nombre de **visiteurs uniques** a atteint un total de plus de **4'520'000** comparé au nombre de 3'911'000 visiteurs en 2010-2011, ce qui représente une augmentation de 16%. Le nombre de **visites a lui aussi augmenté de 6%** pour un total de 7'532'000 en 2012-2013, par rapport aux 7'117'000 visites dans le biennium précédent.

Durant 2012-2013, les documents et publications du BIE ont été téléchargés près de 540'000 fois à partir de UNESDOC, soit une hausse de 29,4% par rapport à l'exercice biennal 2010-2011 (417'000 téléchargements environ).

Les profils actualisés de la base *Données mondiales de l'éducation* sont toujours les ressources les plus téléchar-

gées, de même que les séries *Pratiques éducatives* et *Penseurs sur l'éducation*.

2.4 Collection de manuels scolaires

Le BIE met en œuvre un projet visant à mettre au point et à systématiser la collection historique de manuels. Grâce à ces travaux, il a été établi que la collection comprend plus de 18'000 manuels datant de 1700 à 1980, représentant plus de 140 pays et toutes les régions de l'UNESCO. En octobre 2013, la base de données contenait environ 8'600 titres auxquels on peut accéder en lançant une recherche filtrée par sujet, année de publication, langue, pays, continent et région de l'UNESCO. La base de données contient des manuels dans plus de 97 langues différentes, y compris celles que l'UNESCO considère être en danger et au risque de disparaître. La base de données couvre un large éventail de sujets et offre des guides d'enseignement pour la maternelle à la 12^e année de scolarité, la formation professionnelle et l'éducation et l'alphabétisation des adultes. La mise au point et la numérisation prioritaires de la collection permettront au BIE de mettre celle-ci à disposition des chercheurs en vue d'en faire une analyse comparée et historique.

2.5 Enquête mondiale sur le temps d'instruction

L'Enquête mondiale sur le temps d'instruction a été lancée en février 2013 par l'Institut de statistiques de l'UNESCO (ISU) par le biais d'un questionnaire envoyé à quelque 150 pays, dans le cadre de son enquête annuelle sur l'éducation. C'est la première fois que le questionnaire sur le temps d'instruction est intégré à l'enquête sur l'éducation et il se peut que les équipes nationales nécessitent un laps de temps supplémentaire pour traiter et fournir les données nécessaires. L'analyse des données se fera en fonction des délais dans lesquels les questionnaires correctement remplis seront reçus des pays.

2.6 Recherche et publications

La revue *Perspectives* est diffusée par le biais de 274 consortia universitaires réunissant 7'315 institutions et organisations professionnelles à travers le monde. En 2012-2013, sept numéros ont été publiés et un numéro est actuellement finalisé, couvrant différents domaines comme l'internationalisation de la formation des enseignants, la diversité culturelle dans les systèmes éducatifs, le développement d'une éducation de renommée mondiale, la comparaison des performances des

apprenants en Afrique australe, éducation, fragilité et conflits, et la recherche de modèles novateurs visant à des systèmes éducatifs dynamiques.

Dans le cadre d'un partenariat permanent avec l'Académie internationale des sciences de l'éducation, le BIE a aussi participé à la publication d'une série de *Pratiques éducatives*. Les No. 24 *Emotions et apprentissage* et No. 25 *Alimenter la pensée créative* sont en cours de révision finale en vue de leur publication.

Le volume édité *Quality and Qualities: Tensions in Education Reforms* (séries 'Comparative and International Education: A Diversity of Voices', Sense Publishers) a été publié en 2012. Deux autres ouvrages sont en cours de finalisation et seront publiés en 2014.

Le *Document de travail* sur les questions curriculaires n°10 "The curriculum debate: why it is important today" a été mis au point et posté sur le site en anglais et en espagnol. Ce document porte sur les principales questions ressortant des discussions actuelles dans le domaine du curriculum.

La contribution du BIE au Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2013 (thème : 'Enseigner et apprendre : atteindre la qualité pour tous') a été publié au début du mois d'avril 2013. L'étude intitulée *Evaluation rapide des curricula de l'enseignement général axé sur les thèmes interdisciplinaires et les compétences ou aptitudes génériques*, présente les résultats d'une cartographie rapide d'un éventail de cadres curriculaires, politiques et dispositions à travers le monde. Ces conclusions ont été aussi communiquées aux participants à la formation du Diplôme en Amérique latine et aux participants à la troisième réunion régionale d'experts de haut niveau intitulée 'Après 2015 : réformer l'enseignement et l'apprentissage dans la région Asie-Pacifique', organisée par le Bureau de l'UNESCO à Bangkok (16-17 octobre 2013).

2.7 Défis de la production et de la gestion des connaissances

- Développer encore les capacités professionnelles à mettre en œuvre des moyens de communication interne et institutionnelle.
- Mobiliser des fonds additionnels pour que le programme de production et de gestion des connaissances soit à même de fournir un accès facile et renforcé aux informations et aux ressources dans le domaine des processus et des produits de développement curriculaire.

Réalisations en chiffres

Production et gestion des connaissances

Base de données

- **1'150** documents disponibles en ligne par le biais de la nouvelle **Collection internationale de matériels liés au curriculum**
- **60** profils actualisés de la septième édition de la base Données mondiales de l'éducation disponibles sur le site Web du BIE et dans **UNESDOC**, portant le total à **163** profils pour 2012-2013.
- **190** Dossiers par pays actualisés disponibles sur le site Web du BIE
- **266** entrées dans le nouveau **Glossaire de terminologie curriculaire**
- **730** entrées ajoutées au catalogue en ligne **IBEDOC** en 2012-2013
- **45 alertes** ainsi que **4 alertes thématiques** et **7 condensés** produits et diffusés en 2012-2013

Site Web

- **49** nouveaux communiqués publiés en **3** langues en 2012-2013
- **4,52 millions** de visiteurs **(+16%)** et **7,53 millions** de visites **(+6%)** en 2012-2013
- **540'000** téléchargements de documents et publications du BIE par le biais d'**UNESDOC** en 2012 – 2013 **(+29.4%)**

Collection de manuels scolaires

- Environ **18'000** manuels scolaires sur différentes matières de plus de **140** pays
- Environ **8'600** titres peuvent être recherchés en appliquant un filtre par sujet, année de publication, langue, pays, continent et région de l'UNESCO

Publications

- **8** numéros de *Perspectives* diffusés par le biais de 274 consortia universitaires, bénéficiant à 7 315 institutions dans le monde

3. Dialogue politique

Stratégie 10, Domaine d'action 4-12

Au cours de l'exercice biennal 2012-2013, le BIE a privilégié la participation à des discussions de politique sur la théorie et la pratique des curricula de qualité et de l'éducation pour l'inclusion :

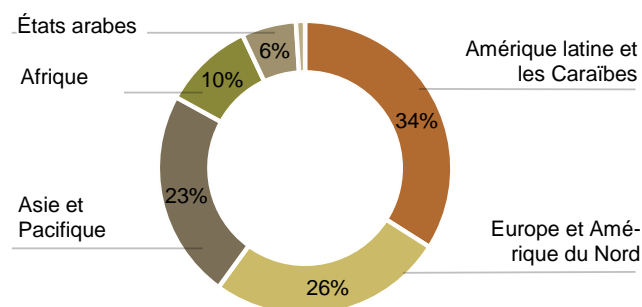
- 1) en promouvant et en encourageant un dialogue politique fondé sur des faits probants parmi les principales parties prenantes et les ministères de l'éducation ; et
- 2) en participant à des échanges aux niveaux national, régional et interrégional sur la promotion de l'éducation de qualité pour tous.

3.1 Communauté de pratique (COP)

La COP est un espace ouvert qui donne des moyens de partager les points de vue, expériences, résultats de recherche et ressources, et qui facilite la coopération Sud-Sud et Nord-Sud-Sud ainsi que l'échange de connaissances. Elle offre des possibilités concrètes pour entreprendre conjointement des programmes et des projets de développement des capacités institutionnelles à propos de thèmes curriculaires. En 2012-2013, la COP a contribué à recueillir de nouvelles études de cas et à diffuser des informations sur des questions curriculaires dans le monde. Le BIE contribue aussi à renforcer sa communauté de pratique en faisant participer des experts en curriculum des organismes nationaux chargés du curriculum et des ministères de l'éducation de différentes régions de l'UNESCO à des échanges approfondis sur des questions curriculaires, afin de définir les orientations stratégiques du dialogue politique qui a cours dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie visant à faire du BIE un centre d'excellence.

- Nombre de membres de la COP: 1'645 (octobre 2013 ; soit une augmentation de 2,62% par rapport à novembre 2012)
- 154 pays représentés (15 pays supplémentaires depuis novembre 2012)
- Diffusion de ressources curriculaires produites par les membres de la COP sur les thèmes suivants : approche de l'éducation secondaire, de l'éducation pour l'inclusion, de l'alphabétisation et de l'évaluation.

Graphique 3 : Membres de la COP par région



3.2 Échanges nationaux, régionaux et interrégionaux

Des échanges nationaux, régionaux et interrégionaux permettent aux BIE d'évaluer les besoins et les priorités des États membres et d'améliorer les objectifs programmatiques et les stratégies en conséquence. Le BIE saisit également cette occasion pour partager ses compétences et sa perspective comparative internationale sur des questions curriculaires avec les spécialistes de l'éducation des États membres.

En septembre 2013, le BIE a organisé **une Réunion internationale d'experts portant sur les problématiques clés liées au curriculum et à l'apprentissage dans le programme d'éducation et de développement pour l'après-2015 (Genève)**. Cette réunion a mis à profit l'expérience et la vision collective d'experts de premier plan dans le domaine de la politique éducative et du curriculum afin d'identifier les principaux défis, tendances et questions d'aujourd'hui en matière de curriculum dans le monde, et de débattre des résultats de la recherche curriculaire, en vue de mieux définir l'orientation stratégique du BIE dans le cadre de la stratégie visant à en faire un centre d'excellence.

La réunion a débouché, entre autres, sur la note relative à *L'apprentissage dans l'agenda pour l'éducation et le développement post-2015* (disponible sur le site Web du BIE).

Selon la proposition phare qui est ressortie de la réunion, le BIE devrait s'attacher, dans le cadre de l'un de ses principaux produits de connaissances dans le domaine de la recherche et du développement politique liés au curriculum, à mettre au point une analyse situationnelle comparative du curriculum qui pourrait provisoirement s'appeler *Rapport mondial sur le curriculum*.

3.3 Résultats du dialogue politique et contribution au dialogue

L'expertise du BIE en matière de curriculum dans une perspective internationale et comparative a été fondamentale pour les réalisations du BIE dans le domaine du dialogue politique. En 2012-2013, le BIE a examiné, élaboré et révisé des déclarations, documents politiques, cadres et outils de formation sur des thèmes prioritaires dans les régions de l'UNESCO, afin de les adapter aux contextes régionaux. (Voir **Tableaux 4 et 5**)

Le BIE a également contribué à la rédaction de documents scientifiques, prononcé des discours importants, dirigé des groupes de travail et organisé des sessions thématiques pour des réunions et des conférences internationales et régionales sur le thème du développement curriculaire et des TIC, des réformes éducatives efficaces, de l'éducation de qualité, de l'apprentissage à vivre ensemble, des compétences transdisciplinaires, de l'éducation pour l'inclusion, l'éducation à la paix et à la prévention des conflits et d'autres thèmes prioritaires. Le BIE a mis son expertise au service de la neuvième réunion ministérielle des pays du groupe E-9, de la Conférence panafricaine sur le développement des

enseignants, de la Conférence sino-européenne sur le développement curriculaire dans l'enseignement de base, de la 12^{ème} Conférence internationale sur l'éducation et le développement (UKFIET) et la Conférence internationale sur le dialogue euro-arabe, entre autres. Le BIE a aussi été représenté par sa Directrice aux réunions du Conseil exécutif du Congrès mondial des sociétés de l'éducation comparée.

3.4 Défis du dialogue politique

- Articuler efficacement un dialogue politique pertinent, réfléchi et fondé sur la recherche concernant la qualité de l'éducation dans toutes les régions de l'UNESCO, en tenant compte de la diversité des contextes et capacités régionales, nationales et locales, et en renforçant la perspective internationale comparative ; et
- Impliquer, convaincre et mobiliser différents partenaires pour obtenir un appui institutionnel, politique et financier et permettre aux principales parties prenantes d'utiliser efficacement et à long terme le matériel d'orientation et les outils d'apprentissage.

Tableau 5 : Contributions spécialisées du BIE et apports au dialogue politique

Activité	Résultats
'Problématiques clés liées au curriculum et à l'apprentissage dans le programme d'éducation et de développement pour l'après-2015'	<ul style="list-style-type: none"> ○ Note sur L'apprentissage dans le programme pour l'éducation et le développement post-2015, dans l'objectif de contribuer au débat international actuel sur les politiques, les buts et les cibles de l'éducation dans le programme d'éducation et de développement pour l'après-2015.
Réunion du Cadre pour l'évaluation de la qualité générale de l'éducation (GEQAF) au Pérou	<ul style="list-style-type: none"> ○ Contribution aux sections du GEQAF sur le curriculum et les compétences, ○ Direction conjointe pour l'application du GEQAF au Pérou avec le Ministère de l'éducation péruvien, le Siège de l'UNESCO, et UNESCO/OREALC
Éducation pour l'inclusion dans les États du Golfe	<ul style="list-style-type: none"> ○ Finalisation de deux guides sur l'éducation pour l'inclusion, ○ Discussion à propos des guides et leur validation, avec le personnel ministériel des États du Golfe, ○ Appui aux plans pour expérimenter les guides dans les écoles ○ En partenariat avec le Centre de recherche sur l'éducation des États arabes du Golfe et le Bureau arabe de l'éducation pour les États du Golfe

Ensemble de ressources interrégionales sur l'éducation pour l'inclusion	<ul style="list-style-type: none"> ○ Révision par un expert interne de l'ensemble de ressources interrégionales sur l'éducation pour l'inclusion qui constitue le principal matériel de référence utilisé pour les activités liées à l'éducation pour l'inclusion. ○ Révision finale interne en cours
Observatoire régional de l'éducation pour l'inclusion en Amérique latine	<ul style="list-style-type: none"> ○ Élaboration et révision d'une proposition, entretiens approfondis avec les principaux acteurs, et groupes de discussions avec des étudiants, des enseignants, des parents et des responsables communautaires. ○ Partenariat avec UNESCO/OREALC, l'Institut international pour la planification de l'éducation-Buenos Aires, l'Organisation des Etats ibéro-américains, la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la Campagne pour l'Amérique latine pour le droit à l'éducation.
“Culture de la paix et de la non-violence en Afrique au moyen de l'éducation à la paix et de la prévention des conflits ”	<ul style="list-style-type: none"> ○ Élaboration de directives et de modules de formation des enseignants, en partenariat avec l'Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation, en vue d'intégrer l'éducation pour prévenir les conflits et promouvoir la paix dans les curricula qui seront expérimentés dans quatre pays sélectionnés à la fin 2013.
“Enseigner le respect pour tous ”	<ul style="list-style-type: none"> ○ Participation au « groupe d'experts » pour le développement collaboratif de propositions et de différents outils pour élaborer des directives curriculaires pour combattre le racisme et promouvoir la tolérance, en collaboration avec le Siège de l'UNESCO.

II. Gestion institutionnelle

Dans le cadre de la **Stratégie visant à faire du BIE un centre d'excellence en matière de curricula**, le BIE a adopté une nouvelle structure organisationnelle et a fait des avancées majeures dans la mobilisation des ressources.

1. Ressources financières

L'allocation de l'UNESCO que la Conférence générale a approuvée à sa session de 2011 représente 5 millions de dollars US pour l'exercice biennal 2012-2013. La réduction de 31% équivaut à une baisse de 775 000 dollars US par an. Dans ce contexte, malgré la diminution du coût des fonctionnaires permanents et des frais généraux, le BIE a été contraint d'utiliser ses réserves à hauteur de 1 651 652 dollars US pour couvrir les coûts du personnel permanent, d'organisation des réunions du Conseil et les coûts opérationnels pour 2012-2013.

Le budget total approuvé pour 2013 est de 4 184 334 dollars US. L'allocation financière de l'UNESCO (budget ordinaire) au BIE s'est élevée à 1 742 000 dollars US, soit 31,7% (35% en 2012) de l'ensemble des ressources, y compris les fonds extrabudgétaires.

Le taux d'exécution du budget était de 77,4% au 31 octobre 2013.

Parallèlement, le BIE a fait des efforts considérables pour mobiliser des ressources. En ce qui concerne les fonds extrabudgétaires, en 2013, 1 294 176 dollars US au total ont été mobilisés pour des activités spécifiques, soit une augmentation de plus de 100% par rapport aux 636 000 dollars US mobilisés en 2012.

Le BIE poursuit sa politique de recouvrement des coûts : au 31 octobre 2013, 148 921 dollars US ont été recouvrés contre 57 000 en 2012.

Un tableau faisant apparaître les ressources financières à la fin du mois de décembre 2013 sera présenté à la réunion du Conseil en février 2014.

2. Ressources humaines

Pour ce qui est des ressources humaines, l'équipe professionnelle du BIE a été renforcée par la nomination d'un directeur adjoint (D1), un spécialiste de programmes de niveau supérieur (P5) et un spécialiste de programmes (P4). En outre, de nouveaux postes d'attaché de projet associé (P1) ont été ouverts ; un poste a été pourvu (dans le cadre d'un contrat de services de neuf mois) pour renforcer l'équipe

chargée de la recherche curriculaire et du dialogue politique, et une procédure de recrutement est en cours pour le second poste en vue de renforcer l'équipe chargée de la mise en œuvre du projet GPE (accord contractuel d'un an relevant des Nominations dans le cadre de projets). Dans le cadre de l'action menée pour réduire les coûts de personnel, un poste des services généraux (GS6) a été supprimé après le départ à la retraite du titulaire en février 2013, ce qui a réduit le nombre de postes des services généraux de 5 à 4.

Le BIE a poursuivi la mise en œuvre de sa politique de formation de jeunes professionnels. Au total, **10** diplômés de l'université au niveau maîtrise ont reçu des bourses de recherche (BARDS), deux desquels ont bénéficié du programme subventionné par la ville de Lausanne (SYNI) et un par le service civil suisse. De plus, 16 diplômés de l'université représentant les trois régions de l'UNESCO ont bénéficié du programme de stage de leur institution respective.

En ce qui concerne la formation, le BIE soutient financièrement son personnel professionnel malgré les contraintes budgétaires. En conséquence, un fonctionnaire continue sa formation de cadre dans le domaine de la gestion de la communication, et deux chercheurs universitaires suivent les cours de Diplôme du BIE.

Catégories de personnel	Nombre (pour 2012-2013)
Professionnel	7 contrats ordinaires 4 contrats à durée déterminée
Services généraux	3 contrats ordinaires 1 nomination dans le cadre de projets
Assistants/chercheurs universitaires	8
Service civil suisse	1
SYNI	1
Total	25
Stagiaire	16

IV. Données budgétaires

ÉTAT I
BUREAU INTERNATIONAL D'EDUCATION
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE AU 31 OCTOBRE 2013

	31/10/2013 <i>USD</i>	31/12/2012 <i>USD</i>
ACTIF		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	184'873	99'588
Placements à court terme	941'307	658'617
Montants à recevoir (opérations sans contrepartie directe)	2'450	1'886
Montants à recevoir d'opérations avec contrepartie directe	-	264
Inventaires		
Paielements anticipés	8'497	679
Autres actifs courants	4'160'859	1'316'188
Total actifs courants	5'297'986	2'077'222
Actifs non courants		
Montants à payer (opérations avec contrepartie directe)		
Placements à long terme		
Immobilisations corporelles	12'351	19'146
Immobilisations incorporelles		
Autres actifs non courants		
Total actifs non courants	12'351	19'146
TOTAL ACTIF	5'310'337	2'096'368
PASSIF		
Passifs courants		
Fournisseurs et comptes rattachés	163'705	58'879
Prestations dues au personnel	20'215	36'816
Transferts à payer		
Contributions Volontaires conditionnés		
Avances reçus	1'987'846	5'140
Autres passifs courants		
Solde Interfund/Intercompany balances		
Total passifs courants	2'171'766	100'835
Passifs non courants		
Prestations dues au personnel	154'860	154'860
Emprunts et comptes rattachés		
Autres passifs non courants		
Total passifs non courants	154'860	154'860
TOTAL PASSIF	2'326'626	255'695
ACTIF NET	2'983'711	1'840'673
ACTIF NET / SITUATION NETTE		
Excédents de la période	1'143'038	340'879
Autres réserves	1'840'673	1'499'794
TOTAL ACTIF NET / SITUATION NETTE	2'983'711	1'840'673

ÉTAT II
BUREAU INTERNATIONAL D'EDUCATION
ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE AU
31 OCTOBRE 2013

	31/10/2013 USD	31/12/2012 USD
PRODUITS		
Allocation financière de l' UNESCO	1'742'200	1'707'800
Contributions volontaires - Extra-budgetaire	1'881'128	1'711'673
Contributions en nature	635'534	672'879
Autres activités génératrices de produits	45'907	46'495
Autres produits	85'522	73'918
Produits financiers	3'151	5'366
TOTAL, PRODUITS	4'393'442	4'218'131
DEPENSES		
Prestations dues au personnel	1'744'205	2'271'805
Consultants et experts externes et Coûts des missions	181'379	214'675
Formations externes, subventions et autres transferts	172'004	161'528
Fournitures, consommables et autres coûts d'exploitation	1'008'068	1'111'561
Services contractuels	129'759	94'586
Dotation aux provisions et aux amortissements	10'198	18'725
Autres dépenses	789	
Charges financières	4'002	4'372
TOTAL, CHARGES	3'250'404	3'877'252
EXCEDENT POUR LA PERIODE	1'143'038	340'879

COMPTE SPÉCIAL POUR LE BUREAU INTERNATIONAL D'ÉDUCATION (BIE)
COMPARAISON DE LA DOTATION DES DÉPENSES ET DE LA BALANCE DISPONIBLE
ÉTAT POUR LA PÉRIODE DU 01 JANVIER AU 31 OCTOBRE 2013

(Exprimés en Dollar des États Unis)

OCTOBRE**2013**

LIGNE DE DOTATION / CHAPITRE DU PROGRAMME	DOTATIONS	DÉPENSES			SOLDE	TAUX D'EXÉCUTION DE LA	TAUX D'EXÉCUTION GLOBAL
		Dépenses	Obligations non liquidées de la période	Obligations non liquidées période future			
I. ACTIVITÉS DU PROGRAMME	Budget Révisé						
Ligne 1 : Développement des capacités et assistance technique	724 530	279 696	54 620	221 615	334 316	46,1%	76,7%
Développement des capacités	123 673	81 595	15 690	7 178	168 598	78,7%	84,5%
Projet 'Ecole Inclusive' / GASEREC	72 774	46 022	-	-	26 752	63,2%	63,2%
Citoyenneté et Education (BAHREIN)	99 970	15 208	-	11 613	73 149	15,2%	26,8%
Projets de coopération technique / Appui aux Etats Membres	428 213	136 872	38 930	202 824	49 598	41,1%	88,4%
Ligne 2: Echange et gestion de l'information	494 199	113 645	48 501	163 194	168 868	32,8%	65,8%
Banque de ressources et observatoire des tendances de l'éducation	21 413	6 775	211	5 275	9 152	32,6%	57,3%
Documentation et information	20 421	2 433	211	5 955	11 821	12,9%	42,1%
Développement du site web du BIE	252 336	51 504	42 976	106 273	51 583	37,4%	79,6%
Recherche et Publications	200 029	52 932	5 103	45 691	96 303	29,0%	51,9%
Ligne 3: Recherche sur le curriculum et Dialogue politique	79 844	34 218	332	38 801	6 493	43,3%	91,9%
Recherche	79 844	34 218	332	38 801	6 493	43,3%	91,9%
ACTIVITÉS DU PROGRAMME (I)	1 298 573	427 559	103 454	423 610	343 950	40,9%	73,5%
II. ORGANE DE DIRECTION BIE, ADMIN. GEN & DEV. INSTITUTIONNEL							
Ligne 1 : Conseil / Comité de direction	180 000	67 776	1 946	45 803	64 775	38,6%	64,0%
Ligne 2 : Frais généraux de fonctionnement	360 000	268 080	24 556	45 132	22 231	81,3%	93,8%
Ligne 3 : Dev. du BIE : C. d'excellence/Coord. et dev. du prog.	183 016	80 983	4 484	46 159	51 390	46,7%	71,9%
C. d'excellence/Coord. et dev. du prog.	151 234	70 983	4 484	46 159	29 607	49,9%	80,4%
Mobilisation de ressources	31 782	10 000	-	-	21 782	31,5%	31,5%
ORGANE DE DIRECTION BIE, ADMIN. GEN & DEV. INSTITUT. (II)	723 016	416 840	30 687	137 094	138 395	61,9%	80,9%
COUT DU PERSONNEL (III)	1 910 438	1 505 912	-	-	404 526	78,8%	78,8%
EXECUTION DU PROGRAMME (I + II + III)	3 932 027	2 350 311	134 141	560 705	886 871	63,2%	77,4%